



Paris le 29 mai 2020

Monsieur le Président de l'Assemblée des Départements de France

Monsieur le Président de Régions de France

Monsieur le Président de l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité

Réseaux de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE), nous représentons les acteurs, associations et entreprises inclusives, qui accompagnent chaque jour les **personnes éloignées du marché du travail** vers un **retour à l'emploi durable**.

Les collectivités territoriales sont fortement engagées au côté des Structures d'insertion : elles sont un partenaire incontournable pour ancrer leur action aux réalités de chaque territoire.

Aujourd'hui, plus encore, **le soutien des collectivités territoriales est indispensable à la survie des Structures d'Insertion par l'Activité Economique dont le modèle économique est constitué de financements publics** (très fortement pour les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI)) et d'activité économique d'utilité sociale.

Il nous semble utile de **lancer une réflexion impliquant collectivités locales, Etat et réseaux de l'IAE**, pour identifier les mesures favorisant la sortie de crise. Pour cela nous proposons une première **rencontre entre les représentants de vos associations et de nos réseaux** pour envisager ensemble notre « monde d'après ».

Depuis le début de la crise sanitaire, les SIAE doivent faire face, comme l'ensemble des entreprises, à une situation préoccupante. Elles doivent assurer leur survie avec une activité économique arrêtée ou maintenue au prix d'investissements humains et financiers importants.

Au plus haut de la crise, le secteur a démontré son **utilité sociale incontestable** et sa **résilience**. De nombreuses structures ont maintenu, partout en France, souvent sur les territoires les plus fragiles, une activité en période de confinement sur toutes actions qui maintiennent les espaces publics vivables. Certaines ont réussi rapidement à adapter leur activité pour fabriquer des masques, distribuer des repas aux personnes isolées ou assurer la production alimentaire, par exemple. Les SIAE ont continué à assurer l'accompagnement et le lien avec les salarié-e-s en insertion confiné-e-s dont la précarité et la fragilité ont pu être aggravées par la situation.

Pour que cette crise sanitaire ne soit pas également un drame social et économique, **l'IAE souhaite apporter son expertise de la lutte contre le chômage et la précarité, du développement économique et social des territoires et de l'animation de projet de transition écologique, économique et sociale.**

Pour ce faire, l'Etat et les collectivités territoriales pourront compter sur les SIAE. **Grâce à l'ambition du « Pacte IAE » de septembre 2019, 240 000 personnes doivent être accompagnées d'ici 2022.** Mais il faudrait pouvoir faire encore plus pour absorber les conséquences humaines et sociales de cette crise. **Cela ne sera toutefois pas possible sans un soutien financier adapté à ces structures, notamment de la part des partenaires institutionnels locaux.**

Les réseaux IAE ont proposé la **création d'un fonds d'aide d'urgence**, porté par le Haut-commissaire à l'Inclusion et la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle, abondé par le budget de l'IAE voté en 2020 et non consommé. Si ce fonds voit le jour, il devrait permettre d'amortir une partie des pertes de chiffre d'affaire des SIAE et des surcoûts liés au maintien d'activité. Néanmoins **ce ne sera qu'avec un solide appui des collectivités que les SIAE, notamment les ACI, pourront répondre aux enjeux majeurs de la reprise post-crise. Il est à cet égard indispensable que les collectivités que vous représentez s'engagent fortement à nos côtés.**

En cette période d'arbitrages budgétaires, il est **essentiel que les budgets IAE des collectivités territoriales soient sanctuarisés et utilisés de manière adaptée** à la diversité des structures, au calendrier de la reprise et à la spécificité de chaque territoire. Il est vital, pour l'ensemble de nos structures, que les conventions signées ou en cours de signature soient honorées (aide au poste pour les bénéficiaires du RSA, les subventions sur les prestations d'utilité sociale et territoriale, achats publics).

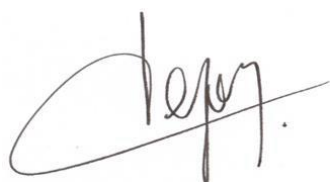
Plusieurs axes de soutien nous semblent essentiels :

- **Maintenir les niveaux de financements du fonds de solidarité européen (FSE)** en facilitant la mise en œuvre des projets et en simplifiant leur justification ;
- **Soutenir financièrement les actions d'accompagnement et d'encadrement** renforcés pour les personnes le plus fragilisées ;
- **Encourager et faciliter l'accès aux formations** à distance pour les publics en insertion et en financer l'ingénierie ;
- **Soutenir les initiatives (évolution d'activité, développement, projets) et les investissements** permettant d'augmenter le nombre de personne accueillies et accompagnées dans l'IAE ;
- **Encourager et soutenir les projets structurants et de développement local**, aux côtés de l'Etat et du Fonds de Développement de l'Inclusion ;
- **Renforcer fortement la commande publique** (paiement des marchés en cours, développement des marchés réservés à l'IAE, marchés avec clause d'insertion pour l'IAE, non pénalité de retard...) et **reporter les heures d'insertion non réalisées** afin que les structures inclusives et les personnes en parcours ne soient pas pénalisées ;
- **Maintenir les co-financements des postes d'insertion prévisionnels et simplifier les procédures administratives** pour verser le solde des subventions et faciliter les avances.

Nous sommes à votre disposition pour lancer cette concertation que nous appelons de nos vœux.

CHANTIER école
Président

Emmanuel STEPHANT



CNLRQ
Présidente

Clotilde BREAUD



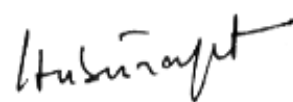
Coorace
Président

Jean BURNELEAU



Emmaüs France
Président

Hubert TRAPET



Fédération des
Acteurs de la Solidarité
Président

Louis GALLOIS



La Fédération des
Entreprises d'Insertion
Président

Luc de GARDELLE



Réseau Cocagne
Président

Dominique HAYS



Les Restaurants du Cœur
Président

Patrice BLANC



Tissons la Solidarité
Directrice Générale

Caroline PORTES



UNAI
Président

René CARTALAS

